

Importance des productions agroalimentaires de qualité dans le développement des zones rurales : le cas de Guijuelo (Espagne)

Rodero Gonzalez V., Sanchez Hernandez J.L., Alonso Santos J.L., Aparicio Amador J.

in

Ilbert H. (ed.), Tekelioglu Y. (ed.), Çagatay S. (ed.), Tozanli S. (ed.).
Indications Géographiques, dynamiques socio-économiques et patrimoine bio-culturel en Turquie et dans les pays méditerranéens

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 104

2013

pages 77-97

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=00006843>

To cite this article / Pour citer cet article

Rodero Gonzalez V., Sanchez Hernandez J.L., Alonso Santos J.L., Aparicio Amador J. **Importance des productions agroalimentaires de qualité dans le développement des zones rurales : le cas de Guijuelo (Espagne)**. In : Ilbert H. (ed.), Tekelioglu Y. (ed.), Çagatay S. (ed.), Tozanli S. (ed.). *Indications Géographiques, dynamiques socio-économiques et patrimoine bio-culturel en Turquie et dans les pays méditerranéens*. Montpellier : CIHEAM, 2013. p. 77-97 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 104)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Importance des productions agroalimentaires de qualité dans le développement des zones rurales : Le cas de Guijuelo (Espagne)

Valeriano RODERO GONZÁLEZ, José Luis SÁNCHEZ HERNÁNDEZ
José Luis ALONSO SANTOS, Javier APARICIO AMADOR
Département de Géographie. Université de Salamanque, Espagne.

Résumé : L'impulsion de l'activité agroalimentaire est une des principales voies pour la dynamisation économique et sociale et pour la soutenabilité du patrimoine écologique et culturel des aires rurales à base agricole. Deux des plus grands défis de l'industrie agroalimentaire rurale sont la croissance de la valeur ajoutée de la production et le positionnement dans de nouveaux segments du marché. Dans la stratégie de valorisation des productions agricoles, une démarche fondamentale est l'institutionnalisation du processus de qualification à travers les distinctifs d'origine et qualité. Ces distinctifs ont une forte identification et enracinement au territoire qui devient alors synonyme de qualité. La réussite économique de plusieurs espaces ruraux spécialisés dans la production d'aliments de qualité réside dans la consolidation de cette symbiose qualité-territoire, telle que l'étude de notre cas le montre.

Avec l'utilisation de l'AOC "Guijuelo", ce travail propose une réflexion sur les dynamiques collectives qui soulèvent le processus de qualification d'un produit typique comme le jambon ibérique, l'expression territoriale de la qualité, selon l'établissement de liens entre le produit et le territoire, et les externalités territoriales engendrées par la production.

Mots-clés : Développement territorial, qualité alimentaire, appellation d'origine, jambon ibérique, Guijuelo.

Abstract. *Agrifood activity is one of the main driving forces in enhancing economic and social dynamism and the ecological and cultural sustainability of rural areas centred on farming. Two of the major challenges for the rural agrifood industry are the increasing of the added-value of production and the gaining of positions in new market segments. A basic approach in enhancing the value-added of produce is the institutionalisation of qualification processes via distinctive origin and quality features. These have strong terroir-related identity value and become synonymous with quality. The economic success of several rural areas specialising in the production of high-quality foods lies in the consolidation of this symbiosis between quality and territory, as is shown by the case study described here.*

PDO 'Guijuelo' is used in discussion of the collective dynamics involved in the qualification process for a typical product such as Iberian ham, the expression of quality links between product and territory and the territorial externalities generated by production.

Keywords. *Territorial development, food quality, denomination of origin, Iberian ham, Guijuelo.*

I – Productions de qualité, industrie agroalimentaire et développement territorial

Durant ces dernières années, le développement territorial est devenu un sujet de débat très discuté parmi les scientifiques, politiques et gérants territoriaux. L'échec des modèles classiques de développement, l'émergence de nouvelles formes d'organisation du territoire et la réaction et capacité de réponse des agents locaux face aux nouveaux scénarios de la globalisation ont fait émerger différentes propositions de développement. Ces derniers défendent la revalorisation des territoires, particulièrement ceux situés en milieu rural.

La promotion des activités de transformation des productions agricoles est signalée comme une des principales options afin de surmonter le manque d'infrastructure et les inerties négatives qu'ont la plupart des zones rurales (Commission européenne 1999, Caldentey et Gómez 1996, Blanco et al. 2000, Alonso et al. 2004, Ilbery et al. 2005, Sánchez et al. 2009).

Les deux défis les plus importants de l'industrie agroalimentaire sont d'augmenter la valeur ajoutée de la production et de définir de nouveaux segments de marché. Dans la stratégie de valorisation des productions agraires et de protection des caractéristiques différentielles et spécificités du revenu (Caldentey et Gómez 1996), l'institutionnalisation du processus de qualification, créant les nommés distinctifs d'origine et qualité, est un progrès. Une caractéristique fondamentale de ce type de certification officielle est la forte identification et un enracinement avec le territoire qui a tendance à devenir synonyme de qualité.

Au long de ces deux dernières décennies, on a produit une littérature abondante qui met l'accent sur les liens entre la production alimentaire et le développement rural (Marsden et al. 2000, Parrott et al. 2002, Hinnewinkel 2004, Ilbery et al. 2005, Mutersbaugh et al. 2005, Torre 2006, Sánchez et al. 2009). Dans ces approximations théoriques et empiriques, il y a un courant, d'origine méditerranéen, qui aborde son analyse avec le développement des économies de proximité, les modes de coordination parmi les agents et la création d'externalités territoriales aux espaces dont les productions agroalimentaires sont protégées par systèmes de qualité spécifiques (appellations d'origine contrôlée –AOC-; et indications géographiques protégées -IGP-). La particularité et l'originalité du produit dans ce genre de certifications collectives de qualité sont la conséquence du milieu géographique où il a été produit, transformé et/ou élaboré comme résultat d'une sorte d'intégration des facteurs physiques et humains enracinés au long du temps. Avec l'institutionnalisation de la qualité, on protège la notoriété, l'authenticité et la particularité des productions, tout en soutenant la viabilité des exploitations agricoles et des petites industries traditionnelles. Et plus encore, dans la base conceptuelle du développement territorial à partir de l'impulsion de la qualité comme stratégie, on attribue aux signes distinctifs de qualité la capacité de générer des effets cumulatifs étendus sur tout le territoire car ils protègent la multifonctionnalité et la préservation de l'héritage ethnographique et paysager, ils freinent le dépeuplement et favorisent le maintien du tissu social (Marsden et al. 2000, De la Calle 2002, Ilbery et al. 2005, Sánchez et al. 2009).

Dans les pages suivantes, on propose de contribuer méthodologiquement et empiriquement à la réflexion sur l'aspect territorial du développement dans les zones rurales de spécialisation agroalimentaire soutenues par des distinctifs de qualité. Pour cela, on propose comme étude de cas Guijuelo, l'un des noyaux agroindustriels qui a le plus de dynamisme économique dans le milieu rural espagnol et qui est un modèle industriel paradigmatique de spécialisation productive de base endogène.

II – Vers une approche territoriale et intégrée du développement

Au long de ces dernières décennies, on est en train d'assister à un changement qualitatif dans l'identification des stratégies les plus adéquates afin de stimuler la dynamique des régions en retard et les zones rurales (Méndez 2006). On a intégré des nouvelles façons de raisonner le développement qui rendent compatibles la compétitivité et le dynamisme économique avec la fixation de la population et l'augmentation de sa qualité de vie, l'entretien des activités agraires, la préservation du patrimoine culturel et le fonctionnement effectif des modes de gouvernement et la régulation démocratique et participative des relations sociales et économiques (Méndez 2002, Albertos et al. 2004, Sánchez et al. 2009).

Le nouveau paradigme du développement intégré attribue un rôle principal au territoire (Colletis et Pecqueur 1996), agissant comme un produit de la succession et de la combinaison, dans l'espace et le temps, de variables économiques, sociales, culturelles, politiques, institutionnelles et environnementales.

En résumé, le développement territorial pourrait se définir comme un processus de transformation systémique qui abonde vers un développement plus équilibré du territoire et plus durable du point de vue économique, social et environnemental.

La révision ajoutée de la production théorique sur le développement territorial, les modèles territoriaux de développement et sa constatation empirique en systèmes agroalimentaires font preuve d'une pluralité de chemins et de trajectoires vers le développement territorial, autant que d'espaces analysés, bien qu'il semble qu'il faille conjuguer de façon implicite développement, territoire, système et équilibre.

1. Développement territorial : développement

Le développement (économique) est expliqué comme l'expression du changement qualitatif d'une société qui avance vers de plus grands niveaux de bien-être, dépassant la vision réductrice qui le compare à la croissance économique, car «*la croissance en elle-même (...) n'est pas suffisante pour faciliter une structure économique et territoriale équilibrée et durable*» (Commission européenne 1999: 10). Par conséquent, pour pouvoir parler de développement territorial, il faut avancer des scénarios de développement économique vers d'autres de développement avec «*aspect humain*», tout cela se traduit en progrès et amélioration des conditions de vie de la société. La population et le territoire ne sont pas seulement des facteurs productifs pour le système économique mais également des bénéficiaires des revenus générés. Au contraire, ces territoires où il y a une dissociation entre la croissance économique et le développement ont un corrélat en forme de conflit social et de détérioration environnementale (Helmsing 1999, Méndez 2002, 2006, Albertos et al. 2004).

2. Développement territorial : territoire

Dans les réflexions récentes de chercheurs, politiques et techniciens gérants des politiques d'intervention en matière de développement, la dimension territoriale joue le rôle principal et elle est devenue un cadre conceptuel et opératif de référence pour l'analyse et l'action (Vázquez Barquero 1999). Les difficultés de réduction des disparités économiques et sociales parmi les territoires ont obligé à chercher des nouveaux chemins qui abordent le développement vers une perspective spatiale plus proche de la société qui y habite. En ce sens, les propositions et les approches horizontales ou ascendantes «*bottom-up*» du développement rendent le rôle principal au territoire (Helmsing 1999, Vázquez Barquero 1999, Mackinnon et al. 2002, Hadjimichalis et Hudson 2007). Cela représente la recherche d'un développement «*de l'intérieur*», «*de la base*», qui considère comme point de départ et d'arrivée le territoire, non compris comme un espace indifférencié et récepteur passif de politiques sectorielles, sinon comme un «*actif relationnel*» avec la capacité d'activer les ressources spécifiques et profiter des opportunités dérivées de l'insertion en dynamiques et processus géographiques et socioéconomiques plus amples.

Sur un plan académique et comme axe du discours, le binôme industrie-espace, la dimension spatiale est traduite comme scénario, mais aussi comme résultat des actions économiques, sociales et culturelles, qui influence, favorise ou rend difficile le développement, en même temps qui oriente l'évolution vers une direction déterminée ou trajectoire (*path-dependency*). Dans cette «*recherche*» avec la géographie des lieux, la proximité géographique et socioculturelle récupère un rôle principal dans la mobilisation des ressources, dans la création d'économies d'agglomération, dans la diffusion de la connaissance et l'innovation et dans l'organisation des réseaux socio institutionnels (Gilly et Torre 2000).

3. Développement territorial : Système

Le développement territorial contient implicitement une conception systémique et holistique, car il est interprété comme une intégration multidimensionnelle, synergique et dynamique de tous les éléments et processus de caractère économique, politique, socioculturel et environnemental qui participent dans le territoire.

L'identification du développement comme système implique d'être une organisation structurée et organisée, constituée d'une série de composants ou d'éléments matériels et immatériels mis

en relation dynamiquement par une série de liens : les réseaux formels et informels. Dans les efforts réalisés pour pénétrer la dynamique spatiale des processus économiques et agrandir son horizon d'analyse vers un développement intégré, la géographie économique, de la même façon que d'autres sciences sociales, a dirigé son chemin (à partir des approches de régulation) vers la définition d'un processus de plus grande interaction entre les aspects économiques et le capital social. La nature du milieu social et culturel (Camagni 2002, Méndez 2002, Hinnewinkel 2004) et la capacité des acteurs d'entretenir réseaux socio institutionnels acquièrent un rôle déterminant dans l'interprétation de la compétitivité territoriale (Amin 1998, Ettlinger 1999, Alonso et Méndez 2000, Alonso et al. 2004, Albertos et al. 2004, Mutersbaugh et al. 2005, Torre 2006, Sánchez et al. 2009).

Le degré d'articulation et de densité relationnelle de ce tissu conjonctif dans un territoire détermine : les transactions commerciales, la mobilité des travailleurs, la transmission des règles, des valeurs, de la connaissance et du processus d'apprentissage collectif, la création d'innovation d'entreprises et socioéconomique, l'apparition de structures de régulation économique, social et territoriale. En somme, cette capacité d'« empowerment » des agents locaux poursuit « pas seulement la somme des efforts, mais aussi la création de synergies qui rendent possible l'augmentation des capacités, compétences et des habilités individuelles et collectives afin d'impulser les processus de développement » (Caravaca et González 2009).

Les propositions théoriques les plus récentes mettent l'accent sur l'effort innovateur comme un facteur clé pour comprendre la capacité compétitive des entreprises et le degré de développement inégal entre les territoires. L'innovation n'est pas seulement justifiée comme résultat des décisions individuelles des entreprises mais aussi comme un phénomène systémique, de nature collective et qui est amarré dans les contextes technico-productif et socioculturel, institutionnel et gouvernemental spécifique de certains territoires, en d'autres mots, faire une interprétation socio-économique de l'innovation.

En tant que système ouvert, elle a tendance à s'insérer dans des contextes spatiaux plus amples, générant un nouveau capital social et réduisant les risques d'entropie dans le système, c'est-à-dire éviter les dangers de blocage ou « lock-in » dans la trajectoire de développement (Amin 1998, Ettlinger 1999, McKinnon et al. 2002).

4. Développement territorial : équilibre

L'état idéal de tout système est ce qui a tendance à l'équilibre (*homéostasie*). Dans le cas du développement territorial, il est exprimé en termes de progrès économique, bien-être et cohésion social et soutenabilité environnementale. Les domaines économique, social et environnemental du développement territorial n'agissent pas comme un compartiment étanche, sinon qu'ils génèrent en eux-mêmes des synergies et des mécanismes de régulation (*feed-back*).

Pour pouvoir atteindre un équilibre parmi les différents sous-systèmes, les agents territoriaux doivent établir des formes spécifiques de gestion du territoire et de régulation du comportement économique et social qui articulent les intérêts du secteur privé, avec ceux de la société et les administrations publiques (Amin 1998, Wood et Valler 2001, Mutersbaugh et al 2005, Torre 2006). C'est comme ça qu'a émergé la gouvernance comme façon de gouvernement décentralisé, grâce à la création de structures régulatrices et d'articulation de différents agents qui opèrent dans un territoire et qui sont plus proches des problèmes et des besoins de la communauté. Les structures démocratiques d'organisation collective et de gouvernance locale autogérée donnent la capacité de décision et d'action au territoire, pourvu que celui-là compte sur quelque masse critique de capital social. L'inégal degré de participation et le consensus des différents agents dans ces projets collectifs déterminent l'orientation future dans ces processus de changement social, soit vers la croissance ou vers le développement. C'est pour cela que la gouvernance est, en dernier recours, la dimension qui peut expliquer mieux la cohésion sociale et économique d'un territoire.

L'action et initiative de ces façons de gouvernance ou «*démocratie associative*» (Hadjimichalis et Hudson 2007) se concrétise sous forme d'institutions (réseaux, conventions, réglementations, programmes, projets) et structures associatives ou organismes de nature publique, privée ou hybride, et avec des buts différents ou complémentaires de ceux qui existent déjà (associations, coopératives, fédérations, groupes d'action local, consortiums et corporations, AOC, etc.).

Une des structures qui symbolise mieux le processus de transformation territoriale et les principes de la gouvernance est l'AOC. En tant que mécanisme d'autorégulation et de gouvernement approuvé à la majorité et participatif, elle représente les intérêts d'un groupe de producteurs d'un aliment avec des caractéristiques uniques et spécifiques dans le contexte naturel et culturel d'où il provient. Pour sa mise en place et son ultérieur fonctionnement, le consensus nécessaire parmi les producteurs qui participent doit s'appuyer sur des mesures politiques et techniques des pouvoirs publics (Sánchez et al. 2009, 69).

5. L'approche territoriale du produit protégé

Dans les productions agroalimentaires, les distinctifs de qualité exploitent la spécificité territoriale de la qualité, étant donné les liens étroits qui se sont établis entre le produit et le milieu géographique (milieu physique, matières première utilisées, systèmes d'élaboration). Les spécificités qui caractérisent ces aliments ont pour la plupart un caractère intangible et sont très difficiles à reproduire car, selon Bérard et Marchenay (2004), ce sont des produits «*de la diversité au sens des lieux*» : caractéristiques organoleptiques imprimés par le sol et le climat, enracinement des traditions, des pratiques culturelles et du savoir-faire, des liens sociaux et identitaires. Les exigences pour le maniement et la protection des spécificités de caractère économique-productif, culturel et écologique liés à la production sont fixées dans un recueil de conditions.

Le toponyme est utilisé pour désigner le produit alimentaire et comme une valeur de différenciation et d'attribut de recherche (Sylvander 1995, Caldentey et Gómez 1996, De la Calle 2002, Bérard et Marchenay 2004, Ilbery et al. 2005). En même temps, il sert comme mécanisme d'appropriation collective, acquérant une propriété intellectuelle qui garantit l'usage exclusif du toponyme qui identifie la production aux membres du «*club*», en référence métaphorique aux AOC exposé par De la Calle (2002).

Mais la raison des distinctifs d'origine et qualité va au-delà de la simple protection juridique-commerciale des productions agroalimentaires:

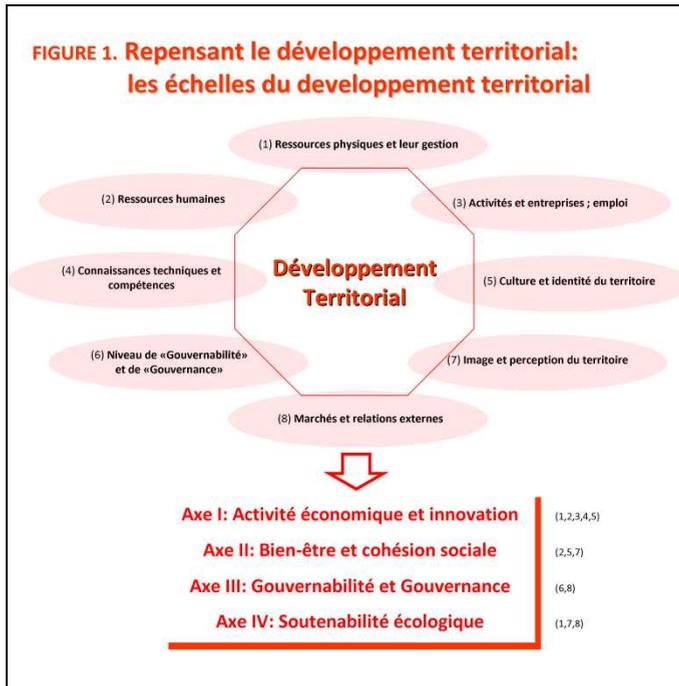
«La constitution d'appellations d'origine contrôlée -ou autres mentions géographiques de qualité- représente, probablement, l'instrument le plus fréquent pour impulser un processus multidimensionnel de qualification territoriale qui inclut l'innovation économique, la création et distribution de nouveaux revenus pour la population locale, l'engagement environnemental et quelques mécanismes inclusifs de prise de décisions, à chaque fois ces figures de qualité requièrent, pour son établissement et ultérieur fonctionnement, un haut degré de consensus parmi les producteurs qui participent, ainsi qu'un appui politique et technique permanent des pouvoirs publiques» (Sánchez et al. 2009, 69).

III – Méthodologie

Du point de vue méthodologique, on a essayé d'exprimer et d'articuler les conditions de développement territorial (développement, territoire, système et équilibre) dans la proposition méthodologique (Salom 2005, Rodero 2008)¹. Dans sa conception, tous les ordres du développement territorial ont été incorporés, en termes soit économiques (croissance, compétitivité, innovation, qualité), soit sociopolitiques (cohésion, équilibre, bien-être, gouvernance) soit environnementaux (durabilité, protection).

Sa structure est le résultat de la concrétion d'une série d'indicateurs et de variables, comprenant ceux qui ont été définis comme des axes basiques du développement territorial : l'activité économique et l'innovation, le bien-être et la cohésion sociale, la gouvernabilité et la gouvernance et la soutenabilité écologique.

Son développement et sa mise en œuvre ne visent pas seulement à quantifier l'abondance ou le manque des éléments qui définissent chacun des axes et, à partir de cela, les caractériser et les interpréter. La proposition principale a été de pénétrer l'articulation et les dynamiques générées parmi les différentes composantes dans son rapprochement au «*stade idéal du fonctionnement du système territorial*» (Sánchez et al. 2009, 69).



Pour obtenir des renseignements, on a fait appel systématiquement à l'étude de terrain et à l'usage de techniques quantitatives (compilation de données de sources statistiques officielles, envoi de 151 questionnaires postales aux entreprises charcutières, obtenant la réponse de trente-trois entreprises -24,5%-) et qualitatives (réalisation de douze interviews semi-structurées aux différents agents économiques, sociales et institutionnels). Ces dernières permettent une lecture géographique plus directe et approfondie de la réalité géographique, car elles établissent un contact direct du chercheur avec la réalité du territoire, permettant de reconnaître des phénomènes et des processus qui sont très difficiles à constater à travers la statistique mais qui sont fondamentales dans l'évolution de l'étude. Ainsi, l'information relative aux aspects comme la mesure de l'effort innovateur, l'identification des acteurs qui travaillent dans le territoire et les réseaux formels et informels créés et à travers lesquels on transmet des règles, des valeurs et des connaissances partagées et une série d'autres facteurs et d'éléments de caractère intangible qui transmettent les bases théoriques de la conception méthodologique, a été extraite des enquêtes.

IV – L'industrie charcutière de Guijuelo comme cas d'étude

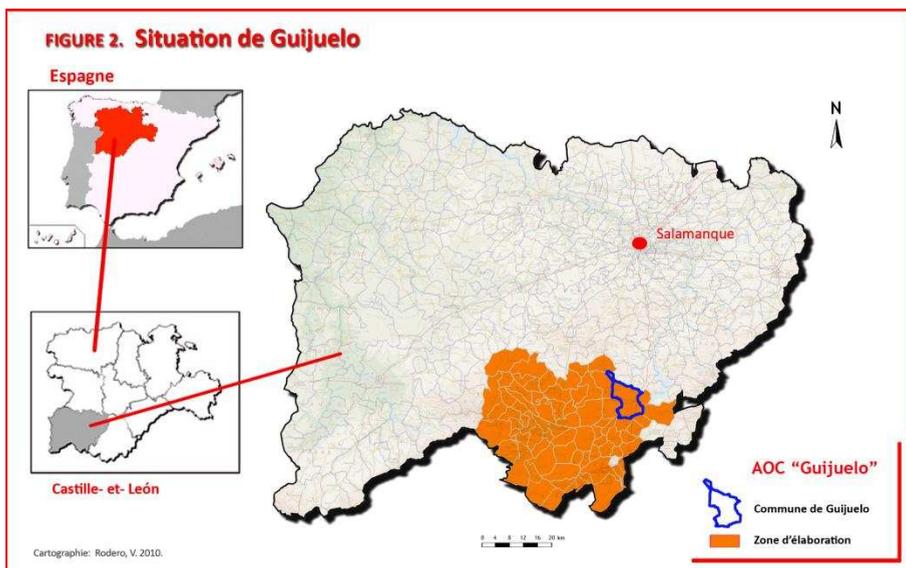
1. Bases géographiques et historiques explicatives du processus de configuration de la trame charcutière actuelle

Guijuelo est un village de la province de Salamanque, dans la Communauté Autonome de Castille-et-León, Espagne. Cette localité de 5 971 habitants (6 046 habitants; Registre Nominal Municipal 2010) est la principale productrice espagnole de dérivés du porc ibérique (jambons et charcuterie).

Le relief est doucement bombé, juste interrompu par de petits talwegs et de modestes collines. Les sols sont peu profonds et de faible fertilité, avec des affleurements rocheux abondants.

L'altitude moyenne relativement élevée (1 010 m.) et son emplacement dans la péninsule de l'ouest de la Péninsule, très proche des contreforts du Système Central, donnent des traits climatiques marqués par sa continentalité avec quelques influences atlantiques : hivers longs et froids avec des gelées fréquentes et des étés un peu plus courts et chauds, un régime pluviométrique de 701 mm et irrégulier avec un étiage estival accusé.

La séculaire orientation de la population vers l'élevage et la tradition muletière et d'abattage ont été déterminées par les conditions écologiques particulières. Ces pratiques ataviques sont le substrat d'une atmosphère industrielle qui imprègne le système local, établissant les bases de l'industrie charcutière actuelle, fournissant sur la manière d'élaborer une culture technique et des habilités spécifiques (savoir-faire).



Le grand saut qualitatif de l'industrie locale a eu lieu à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt où l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages est à l'origine de remarquables changements quantitatifs et qualitatifs dans les habitudes alimentaires. C'est le moment où la production a commencé à se projeter loin des marchés immédiats locaux et provinciaux. En même temps, la réorientation raciale des porcs, après avoir récupéré la race ibérique, et de l'industrie vers une production à chaque fois plus orientée vers la qualité différenciée, ont fait de Guijuelo la référence espagnole de la production de dérivés du porc ibérique : dans ses usines sont élaborés plus de 60% des produits ibériques commercialisés dans le marché espagnol.

Dans la longue trajectoire du système charcutier de Guijuelo jusqu'à obtenir la position supérieure sur le marché de dérivés ibériques, l'AOC «Guijuelo» a joué un rôle clé à travers la patrimonialisation (Bérard et Marchenay 2004) du toponyme Guijuelo, associant la qualité des dérivés du porc ibérique à toute une série de facteurs écoenvironnementaux, de matière première et de connaissances traditionnelles locales. À l'abri du prestige acquis par les produits de grande qualité de l'AOC, la transformation de produits de la viande a entraîné des effets multiplicateurs dans le village charcutier dont le nom est aujourd'hui synonyme de progrès économique. La vitalité industrielle du village et la réputation acquise par ses productions ont généré un effet de débordement (*spillover*) sur l'industrie agroalimentaire de la province, à tel point qu'il s'agit d'un secteur en expansion permanente.

2. Caractéristiques du système charcutier de Guijuelo: spécialisation productive et division verticale du travail

La trame industrielle de Guijuelo est caractérisée par la concentration d'un nombre élevé de petites entreprises avec une spécialisation très marquée dans une branche productive traditionnelle, l'industrie charcutière. En 2007, on a recensé 212 licences pour la fabrication de produits de la viande, augmentant en seulement quinze années 45,2% (146 recensés en 1993), ce sont des valeurs qui sont un reflet du dynamisme industriel du village².

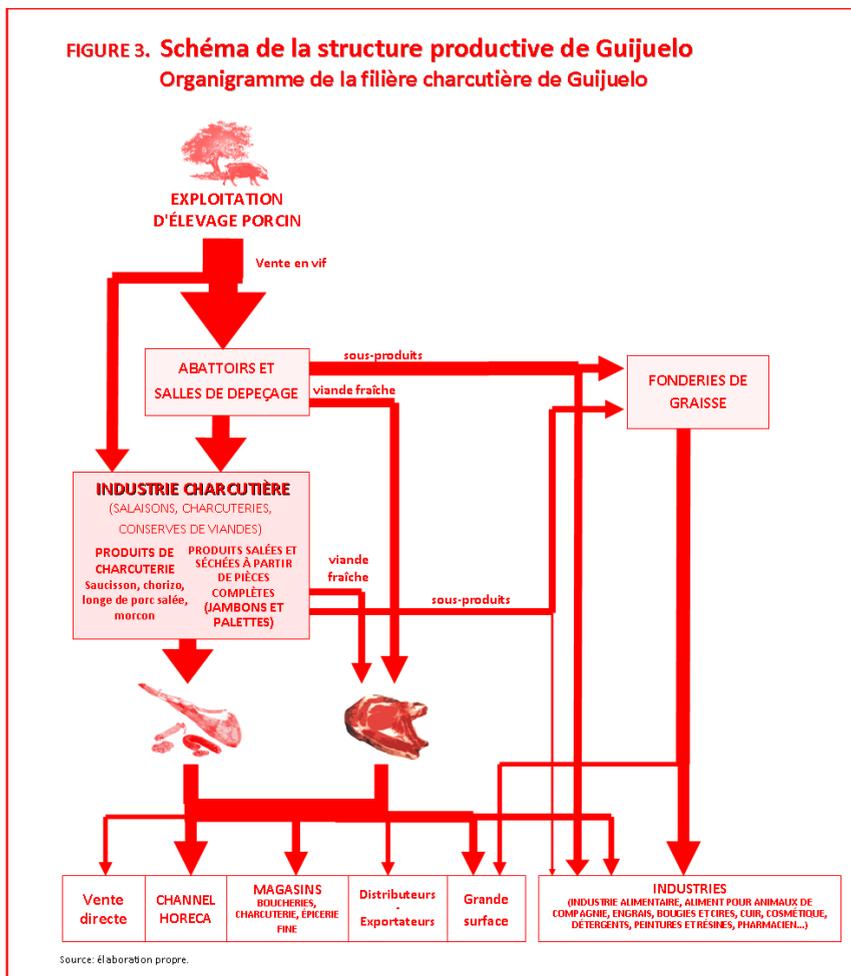
L'atomisme et le minifundisme d'entreprises sont la raison d'être du système car ils favorisent la division élevée du travail et les processus d'accumulation flexible. Pour la plupart, les industries sont de petites dimensions avec un caractère familial et elles se sont spécialisées dans l'élaboration de jambons et de charcuterie de porc ibérique. D'après les données de l'enquête réalisée dans les entreprises, la taille moyenne des entreprises est 11,3 travailleurs.

Suite au durcissement des réglementations hygiénique et sanitaire vers le milieu des années quatre-vingt, les entreprises se lancent dans une désintégration verticale marquée, abandonnant les phases initiales du processus (abattoir, dépeçage et réfrigérateurs industriels) face à la sous-utilisation de la capacité installée et l'impossibilité d'assumer les coûts élevés pour adapter et moderniser leurs installations. C'est pour cela que la trame industrielle actuelle tourne autour des trois grands abattoirs industriels du village (Mafisa, Maguisa et Mataderos del Suroeste)³. Ils fournissent aux entreprises locales de la viande déjà éviscérée et dépecée, ce qui a permis de réduire la saisonnalité productive dans le système local et augmenter d'une manière significative le taux de natalité des entreprises. L'accès aux services d'abattoir et de dépeçage a stimulé la spécialisation des entreprises dans l'élaboration de jambons et charcuterie, de même qu'elles orientent une partie du capital financier libéré à l'homogénéisation des propriétés du produit et à l'amélioration de sa qualité.

En parallèle à ce modèle de fragmentation de la chaîne de production et de segmentation des tâches, au cours de ces dernières années, on a détecté un processus contraire et plus petit. Un petit nombre d'entreprises (correspondant à celles qui ont de plus grand volume de production et de vente, de plus forts taux d'incorporation d'innovation et de forte entrée d'actionariat extérieur) est en train de se lancer dans une re-verticalisation de la production. Il s'agit de pratiques d'intégration verticale en amont, avec une tendance à l'acquisition d'exploitations porcines et qui obéissent principalement au désir de contrôler la production (alimentation et homogénéisation raciale) et de calmer les tendances à la hausse dans les prix du porc ibérique. Certaines entreprises vont plus loin et intègrent toutes les phases du processus de production, pas seulement les initiales, celles de l'élevage et de la reproduction des cochons, mais aussi celles de l'abattoir, du dépeçage et des salles de réfrigération.

Dans le cas des abattoirs et des fonderies de graisse, l'intégration se produit en amont, incorporant les processus finaux de la chaîne productive (congélation et mise en conserve de la viande fraîche, lard, saindoux et sous-produits ; ultérieure commercialisation).

Autour des activités propres de la chaîne de production et transformation de la viande, prolifère une mosaïque bigarrée d'activités tertiaires auxiliaires et fournisseuses d'intrants et services qui ont entraîné une diversification progressive et une complexité au sein du système productif local. Les plus nombreuses correspondent au transport de cochons et de la production industrielle, les fournisseurs de machinerie et d'équipement industriel, les usines de conditionnement et d'emballage, les services administratifs et financiers (banques, cabinets d'affaires, établissements financiers), et d'autres services spécialisés comme les laboratoires.



3. Comportement du marché de travail face à la crise actuelle dans le secteur

Le secteur de la viande emploie à Guijuelo environ trois mille personnes. Si on prend les données d'affiliation à la Sécurité Sociale (décembre 2007), il existe 2 525 affiliés dans les industries qui appartiennent à la manufacture (65,5% du total de 3 857 travailleurs affiliés à Guijuelo). Près de la moitié des travailleurs avec un CDI discontinu sont originaires de villages proches de Guijuelo, cela représente un stimulant pour la fixation de la population du milieu rural immédiat.

L'adaptation de l'industrie charcutière au règlement hygiénique-sanitaire, la profonde division interne du travail dans le système charcutier local et l'augmentation de la demande de jambons et charcuterie ibériques ont transformé profondément le marché de travail local et régional ces dernières décennies, augmentant l'emploi, supprimant presque l'époque du chômage productif et réduisant radicalement la saisonnalité productive (Bustos 1995, Sánchez 2002, Rodero 2008, Rodero et al. 2008).

Du point de vue du travail, le village charcutier s'est caractérisé par des taux d'emploi hauts et une faible incidence du chômage, même s'il y a des oscillations intra-annuelles à cause de la saisonnalité productive. Mais la crise particulière que le secteur du porc ibérique est en train de traverser, conséquence d'une surproduction et une forte chute des prix face à la baisse de la demande, à côté de la difficile situation économique actuelle en Espagne, a provoqué une incidence inédite sur le chômage du village. Dans ce sens, le caractère particulièrement familial du patronat local est en train d'agir comme coussin social, permettant de supporter mieux la crise et de soutenir le personnel. En même temps, les derniers chiffres statistiques montrent une récupération de la production grâce à l'épointage de la consommation et la réduction du stock productif accumulé.

4. Le rôle des réseaux socio-institutionnels dans la régulation du système charcutier

La forte spécialisation productive de Guijuelo dans l'industrie de la viande et la division interne du travail ont favorisé la multiplication des relations horizontales et verticales dans le système charcutier de Guijuelo. Le réseau d'interdépendances existant entre les entreprises saisit dès l'échange intense d'inputs et outputs matériels ou actifs tangibles (matière première, produit élaboré final, machinerie, transactions financières...) jusqu'aux actifs intangibles (contrats de distribution, accords commerciaux, transfert d'expériences, connaissance et information, etc.).

Les interactions, au début restreintes aux entreprises et à l'action isolée de la mairie dans la promotion du sol industriel, se sont étendues lentement : de nouveaux agents sociaux, politiques et publics ont pris conscience de la nécessité de favoriser leur compétitivité. Avec la densification de la trame des entreprises et des institutions, le système augmente la rétention de la valeur ajoutée en même temps qu'il acquiert une plus grande flexibilité productive, le dotant d'une plus grande capacité et rapidité pour s'adapter au marché et aux changements économiques et technologiques. À travers un processus de génération d'économies d'agglomération, générées à partir d'un réseau de relations externes à l'entreprise et internes au système, le coût unitaire de la production est diminué et la valeur ajoutée augmentée, la régulation et la mobilité des ressources humaines sont intensifiées. En plus, la circulation de l'information et de la connaissance, les dynamiques d'apprentissage collectives, la coopération et tout une série de conventions partagées (valeurs, règles, codes de conduite) trouvent un bénéfice (Becattini 1992, Amin 1998, Storper 1998, Ettliger 1999, Camagni 2002, Garofoli 2002, Alonso et al. 2004).

Les interdépendances forgées ont leur plus grande expression dans la concrétion de structures de gouvernance et de régulation approuvée à la majorité. La création de structures organisationnelles de grande importance pour l'«*autorégulation*» (Sánchez 2002) de l'activité industrielle et le bétail est le résultat de la progressive consolidation de la culture associative : l'AOC «Guijuelo», la Asociación de Industriales de la Carne de Guijuelo (AIC), la Asociación Castellano Leonesa de Criadores de Ganado Porcino Selecto de Tronco Ibérico (ASACRIBER)* et l'abattoir Maguisa. Ainsi ils sont en train de constituer un entourage d'appui au secteur charcutier formé par «*des entreprises, des services et des institutions, encore modeste, qui tourne autour du secteur et renforce sa cohésion interne et ses avantages compétitifs*» (Sánchez 2002, 190).

5. Réseaux de coopération : actions et initiatives

L'analyse des réseaux socioéconomiques a été effectuée suivant les approches relatives au contexte institutionnel et au nouveau paradigme des «*économies d'association*» ou «*économies de collaboration*» et les propositions méthodologiques de Martin et Sunley (2003), Albertos et al. (2004) et Salom (2005). D'abord, on a identifié les agents qui participent au système local et son regroupement ultérieur selon leur nature et les fonctions réalisées.

FIGURE 4. Agents territoriaux en Guijuelo

ADMINISTRATION LOCALE (AL)	Mairie de Guijuelo Mancomunidad "Guijuelo y su Entorno" Députation Provinciale de Salamanque
ADMINISTRATION RÉGIONALE (AR)	Junte de Castille-et-León
ENTREPRISES (EE)	
ORGANISATIONS PATRONALES (OE)	Conseil Régulateur de l'A.O.C. "Guijuelo" AIC-Guijuelo (Association d'Industries de la Viande de Guijuelo) IBERAICE-AICE (Association d'Industries de la Viande de Espagne - Groupe du Secteur Ibérique) ASACRIBER (Association de Producteurs de Porc Ibérique de Castille-et-León) AECERIBER (Association Espagnole de Producteurs de Porcs Choisis du Tronc Ibérique)
ORGANISATIONS SYNDICALES (OS)	Syndicats agricoles ; Syndicats générales CC.OO., UGT
AGENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES (ASC)	G.A.L. (Groupe d'Action Locale) ADRECAG A.D.L. (Agent de Développement Local)
CENTRES RECHERCHE ET INSTITUTS TECHNOLOGIQUES (CI)	Centre Technologique de la Viande de Guijuelo
CENTRES DE FORMATION SPÉCIALISÉE (CFE)	Université de Salamanque
CENTRES DE SERVICES AUX ENTREPRISES (CSE)	Chambre de Commerce de Salamanque EXCAL (Exportations de Castille-et-León)

Source: Élaboré à partir de données obtenues dans les interviews aux agents locaux et dans l'enquête aux entreprises. 2007.

À partir du résultat de la classification et de l'information obtenue lors des interviews semi-structurées et l'enquête aux entreprises, on a déterminé la structure, le degré d'articulation et la cohésion interne et externe de la trame socio institutionnelle.

L'information a été traitée dans un tableau-matrice de connectivité (table 1) à travers un code binaire dans lequel la relation entre les deux nœuds est représentée par un 1 et l'absence par un 0.

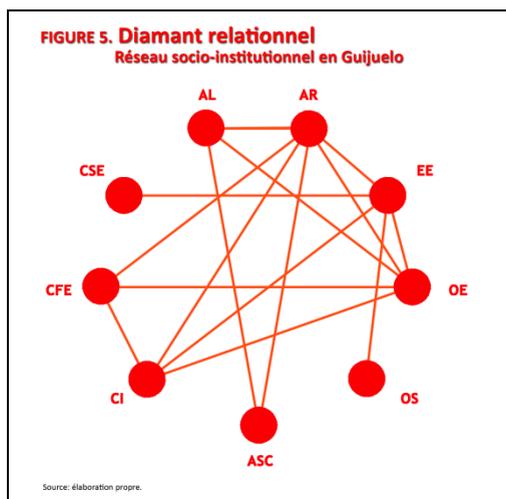
TABLE 1. Échelles socioinstitutionnelles du système productif de Guijuelo

	AL	AR	EE	OE	OS	ASC	CIT	CFE	CSE	ÍNDICE DE CENTRALIDAD
AL	--	1	0	1	0	1	0	0	0	3
AR	1	--	1	1	0	1	1	1	0	6
EE	0	1	--	1	1	0	1	0	1	5
OE	1	1	1	--	0	0	1	1	0	5
OS	0	0	1	0	--	0	0	0	0	1
ASC	1	1	0	0	0	--	0	0	0	2
CIT	0	1	1	1	0	0	--	1	0	4
CFE	0	1	0	1	0	0	1	--	0	3
CSE	0	0	1	0	0	0	0	0	--	1

Índice de conectividad 1,66
 Índice de conectividad relativa 41,67%
 Relaciones agentes públicos 66,33%
 Relaciones agentes privados 33,67%

Source: elaboración propia

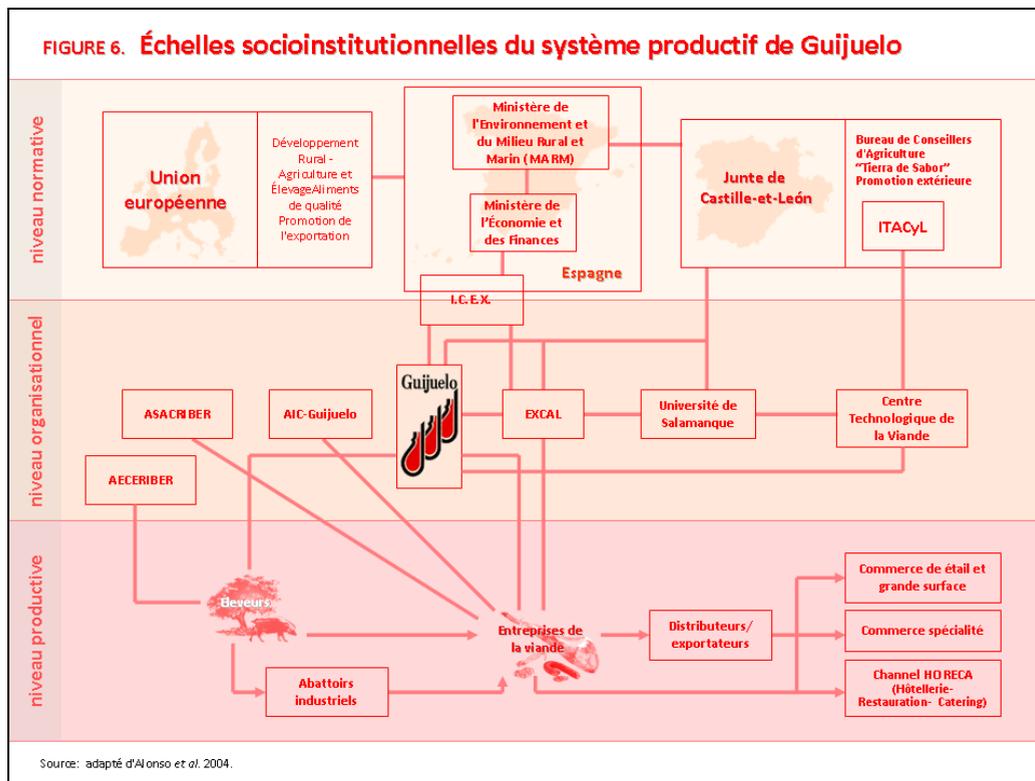
Tout de suite, grâce à l'information d'acteurs et les relations du tableau-matrice, une cartographie de réseaux à travers un système de graphiques simple dénommé «*diamant relationnel*» s'est élaborée, facilitant ainsi la compréhension et l'interprétation de la trame socio-institutionnelle (Alonso et Méndez 2000, Salom 2005). Il est composé de nœuds et de lignes qui représentent les agents et leur connectivité manifestée par les relations spécifiques de collaboration existantes (figure 5).



Afin d'évaluer quantitativement la densité institutionnelle, on a d'abord utilisé l'indice de connectivité absolue, variable synthétique qui exprime la moyenne de relations établies par chaque agent dans le système. Guijuelo fait apparaître une valeur de 1,67, valeur éloignée des 2,2 relations établies par chaque agent dans l'AOC vitivinicole «Ribera del Duero»⁴ (Sánchez et al. 2009).

En analysant la nature des relations, il y a une prédominance de la participation des agents publics (66,3%) sur les privés (33,7%). Les administrations et les organismes publics jouent un rôle de plus en plus actif car ils comprennent la nécessité d'appuyer le système charcutier étant donné sa capacité encourageante sur le tissu économique et social de Guijuelo et sa région et d'irradier une partie des externalités positives générées. Une partie représentative des arcs (n° de relations) représentés dans le diamant relationnel sont la conséquence de

l'établissement de relations «organiques» entretenues entre les agents publiques, c'est-à-dire, de la participation de certains agents dans la constitution d'autres⁵ (Sánchez et al. 2009).



L'usage de l'indice de centralité (X) comme indice de Shimbel⁶, permet établir une hiérarchie d'agents en fonction de leur capacité d'articulation de relations. Le Conseil de Castille-et-León (X=6) occupe une place centrale de la trame relationnelle. Il a des liens fonctionnels avec la plupart des agents représentés dans la localité et il est à l'origine de quelques agents publics représentés dans la matrice de connectivité (Estación Tecnológica de la Carne –ETC-, EXCAL⁷).

Le deuxième niveau est consacré aux entreprises charcutières et le Conseil Régulateur de l'AOC (X=5). Le CR de l'AOC entretient une relation étroite avec les entreprises qui lui sont attribuées, qu'il représente et au nom desquelles il développe des relations et des accords avec l'ETC, l'administration locale et régionale et le MARM⁸. Il entretient, dans la représentation et parrainage de sa production, des relations avec d'autres agents de niveaux normatifs et organisationnels, tels que le Conseil de Castille-et-León, l'Université de Salamanque, l'ICEX et EXCAL qui contribuent à l'expansion spatiale de la trame relationnelle du système.

Les liens établis entre les entreprises et avec d'autres agents sont à l'origine principalement des transactions économiques (vente et achat de services); à une moindre échelle ils répondent à la collaboration dans des projets de recherche avec l'ETC, la promotion commerciale et participation dans des événements expositifs et informatifs avec le C.R. de l'AOC, ou la coopération dans la création de consortiums d'exportation avec EXCAL et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Salamanque. Mais la densité relationnelle n'est pas un phénomène qui peut se généraliser à l'ensemble des entrepreneurs locaux. La plupart néglige la coopération au-delà des transactions commerciales : soit par les dimensions limitées des

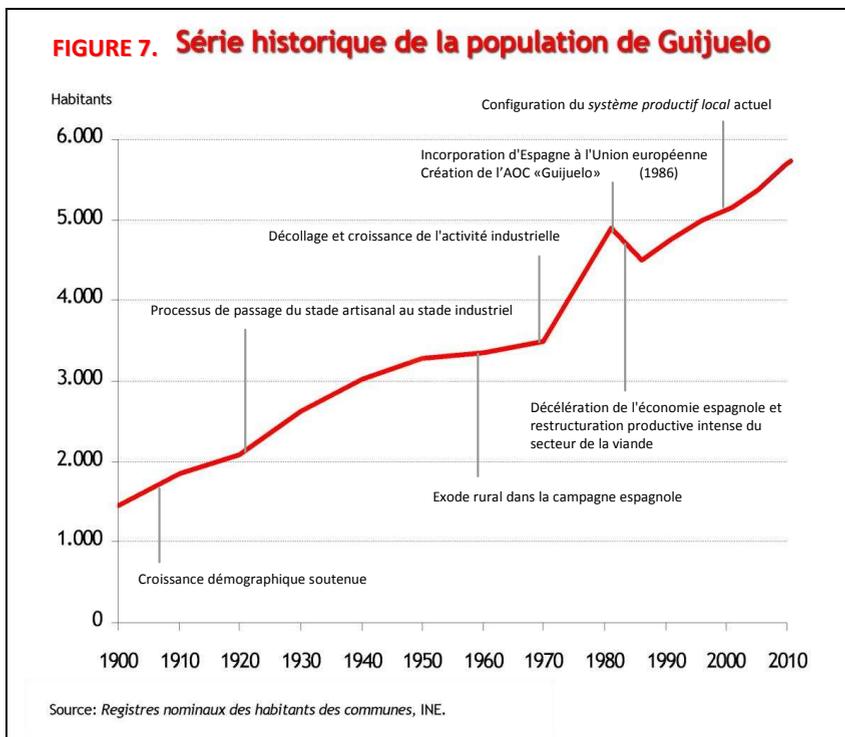
entreprises, soit par la légitime recherche d'intérêts individuels et ils sont en retard et ils bénéficient des actions et des initiatives développées par d'autres agents, comme le C.R. de l'AOC et quelques entreprises avec une disposition plus active. Le comportement opportuniste (*free rider*) de certains entrepreneurs, qui se limitent trop à récolter ce que les autres ont fait, produit des tensions qui font tout ralentir, quand ils ne rendent pas impossible que d'autres initiatives prospèrent et favoriseraient en dernier recours l'ensemble des industriels locaux s'il existait un plus grand degré d'« empowerment » et de participation.

Le fort localisme et l'individualisme expliquent que l'insertion dans les réseaux externes de coopération ne soit pas plus intense. La localité maintient une connexion partielle avec son milieu territoriale le plus proche, basé sur le niveau productif (relations contractuelles et de travail, propriété des associations d'éleveurs de bestiaux et industriels) et plus lâche au niveau organisationnel.

Dans une plus grande échelle spatiale, en même temps que les réseaux de caractère productif diminuent (intenses dans l'obtention de matière première, plus faibles entre entreprises), les liens socio-institutionnels s'intensifient aux niveaux normatif et organisationnel (figure 6), comme on l'a souligné dans l'explication de l'indice de centralité.

6. La croissance soutenue de la population

L'objectif principal de tout programme de développement appliqué au milieu rural est la fixation de la population. C'est pour ça qu'une des principales variables à vérifier dans l'étude doit être la démographie. La figure 7 montre l'évolution démographique de Guijuelo depuis le début du siècle passé jusqu'à nos jours, prenant comme source statistique le Registre Nominal des Habitants (de 1900 à 2010). Durant cette longue période chronologique, la localité est passée de 1 457 recensés en 1900 à 6 046 enregistrés au Registre Nominal de 2010.



L'analyse de la courbe historique de population montre une augmentation soutenue de la population (figure 7), pouvant établir plusieurs moments ou périodes dans l'évolution démographique qui changent parallèlement au devenir industriel local. Jusque dans les années cinquante du siècle passé, la dynamique démographique du village n'était pas différente de celle du milieu rural espagnol, avec une croissance progressive de la population. Durant les deux décennies suivantes, le milieu rural espagnol a souffert d'une débâcle démographique qui a vidé et dévitalisé les villages, faisant émigrer la population jeune vers les villes et, à partir de 1960, vers l'étranger. Pourtant, Guijuelo a maintenu et même augmenté légèrement sa population pendant ces années grâce à la capacité de rétention de la puissante activité charcutière locale et l'attrait de population des villages proches.

Dans les Registres Nominatifs de 1970 et 1980, la courbe de population a décrit un changement brusque de caractère positif, expliqué par l'agrégation de quelques villages contigus et par le décollage définitif de l'activité charcutière qui a abandonné la condition artisanale pour devenir une activité industrielle qui avance vers la modernisation de ses structures productives et la conquête du puissant marché des produits de qualité. Le Registre Nominal de 1981 a constitué un point d'inflexion dans la trajectoire ascendante de la population. Au début des années quatre-vingt, la tendance démographique positive s'est infléchie et, entre 1981 et 1986, elle a perdu 492 habitants. Ce moment coïncide avec une décélération de l'économie nationale et une forte restructuration productive du secteur de la viande, en plein processus d'adaptation aux normes sanitaires pour le traitement et la commercialisation de viande et ses dérivés face à l'imminente incorporation de l'Espagne à la ancienne Communauté Économique Européenne (CEE). Vers le milieu des années quatre-vingt, l'industrie charcutière a montré encore des symptômes de récupération et a créé la première appellation d'origine pour un produit de viande en Espagne en 1986, l'AOC «Guijuelo». Parallèlement, il s'est produit une amélioration dans le graphique de la population. En 1986, le village qui comptait déjà 4 598 habitants, est passé à 4 755 habitants en 1991. Dès lors, la population a augmenté de façon soutenue jusqu'à atteindre les 6 046 habitants actuels (Registre Nominal de 2010).

En établissant des parallèles parmi les différentes cohortes par âges et la conduite récente du secteur industriel local, on peut apprécier comment l'intervalle le plus représenté, celui entre 30 et 44 ans, correspond au décollage de l'industrie locale. De plus, l'expansion économique de ces dernières décennies a une influence sur la présence élevée de population infantile et juvénile.

Un phénomène récent et de grande transcendance sociale et économique est l'immigration. L'augmentation de la population du village dans ces dernières années a été la conséquence principalement de l'arrivée d'immigrants, représentant actuellement 11 % de la population (655 personnes)⁹.

La plupart sont Roumains (336), Équatoriens (107) et Boliviens (51)¹⁰, attirés par la demande d'ouvriers sans qualification du secteur charcutier, agissant sur l'insertion du travail comme principal mécanisme pour leur intégration et la cohésion dans la société locale.

7. Bien-être et niveau de vie de la population de Guijuelo

Pendant ces dernières années, l'augmentation de la surface au sol occupée pour assimiler la croissance industrielle est accompagnée, même si c'est avec moins d'intensité, d'investissements significatifs dans la rénovation et la création de nouveaux équipements et infrastructures : caserne de pompiers, complexe sportif, centre culturel, stadium municipal, centre sportif et de loisirs, etc.

Cependant, le centre-ville montre un manque évident de rigueur dans le planning urbanistique. Les zones industrielles se sont développées au nord et au sud du village, suivant l'ancienne route nationale N-630 et le tracé parallèle de la ligne de train condamnée Astorga-Plasencia, obligeant l'expansion des espaces résidentiels et des services sur les flancs est et ouest des

zones urbaines avec les conditions topographiques et connectives plus défavorables. De nombreux séchoirs, de morphologie extérieure similaire aux bâtiments, continuent à rejaillir sur la trame urbaine, générant des troubles dus aux mauvaises odeurs, aux bruits et aux problèmes ponctuels de congestion urbaine. Le laxisme dans l'application des fonctions établies par les lois et les règlements municipaux s'étend aux autres actions en matière de travaux à caractère routier et de réseaux de services : manque d'éclairage public dans les rues, déficiences dans le revêtement et problèmes de qualité dans la distribution d'eau.

Les progrès en faveur du bien-être social qui sont en train de se faire depuis ces dernières années, à travers l'offre de nouveaux équipements et du déménagement des industries aux zones industrielles, doivent continuer sur une ligne d'augmentation de disponibilité de services sanitaires, d'assistance et de loisirs et doivent améliorer la rationalité urbanistique.

8. Impact environnementale de l'activité charcutière

Un facteur déterminant dans la minimisation de l'impact environnemental des industries est l'application d'innovations environnementales de la part des entreprises. Le respect de la législation et la réduction du coût énergétique sont les principales raisons pour implanter de nouveaux équipements, installations et processus¹¹. Pour les entreprises, la gestion des coûts environnementaux entraîne une rationalisation dans l'usage de ressources et une réduction des dépenses, une amélioration dans la qualité des produits, une augmentation de la productivité et une optimisation des processus et la génération de nouveaux rendements économiques dérivés du recyclage, de la réutilisation et de la vente de résidus. D'autres bénéfices dérivés sont la réduction des déchets, des bruits et des odeurs générés par l'industrie, principaux problèmes perçus par la communauté locale.

D'ailleurs, la constante expansion de l'activité industrielle à Guijuelo et les localités proches menacent sérieusement la qualité de l'eau du réservoir de Santa Teresa, lieu d'écoulement des déchets industriels et urbains et point de captation d'eau pour la consommation humaine et l'industrie. Le «Plan de contrôle de déchets», récemment mis au point, prévoit l'agrandissement et l'amélioration de la station d'épuration, le contrôle et le recensement des déchets et des conditions de prétraitement de cent entreprises de Guijuelo (incluant les cinq plus polluantes, les fonderies de graisses et les abattoirs), de la même façon que les mesures à adopter si les dispositions prévues dans le règlement sont violées. Il existe un projet de construction d'une station de recyclage et la cogénération de déchets agroindustriels dans la localité proche de Fuenterroble de Salvatierra. La station s'occuperait de la plupart des résidus organiques générés par l'industrie de la viande, trouvant une solution aux problèmes d'élimination des résidus et de distribution d'électricité.

V – Conclusions

L'approche territoriale du développement répond aux changements quantitatifs et qualitatifs des sociétés actuelles et au besoin de corriger les déséquilibres territoriaux existants. Afin que la société et le territoire avancent vers un développement intégré, ce dernier doit se concevoir comme un système dont le contenu incorpore les sphères économiques, social et environnemental dans un même système.

En ce sens, l'impulsion de l'activité agroalimentaire peut être considérée comme une des principales voies pour la dynamisation économique et sociale et pour la soutenabilité du patrimoine écologique et culturel des aires rurales à base agraire. Avec ses requêtes de matière première, ce secteur productif est capable de réactiver les activités agricoles et forestières, d'augmenter la valeur ajoutée de la production, de retenir la population rurale, améliorant ses conditions de vie et son niveau de revenus et de préserver la diversité biologique et culturelle.

La littérature dédiée aux productions agroalimentaires de qualité se focalise sur deux aspects très importants mis en relief dans la présente étude : l'institutionnalisation de la certification de qualité différenciée et des attributs de valeur de produits agroalimentaires déterminés et l'expression territoriale de la qualité, étant donné les fortes connexions qui s'établissent entre qualité et territoire avec ce type de certification. Le succès économique de beaucoup d'espaces ruraux spécialisés dans la production d'aliments de qualité est à l'origine précisément de la consolidation de cette symbiose qualité-territoire, comme ce qu'on a observé dans Guijuelo.

Ce cas d'étude a permis d'évaluer l'hypothèse initialement présentée sur la capacité des productions agroalimentaires de qualité à produire des effets économiques, sociaux et environnementaux positifs sur le territoire où elles sont réalisées (figure 8).

Guijuelo est un des centres agroalimentaires les plus importants de la région de Castille-et-León et le modèle national quant à la production de dérivés du porc ibérique. Le tissu d'entreprises de Guijuelo a montré depuis le début une croissance continue, débordant les limites locales et s'étendant sur toute la région. Le haut degré de minifundisme et d'atomisation des entreprises est en même temps la cause et la conséquence de la profonde spécialisation productive et de la division verticale du travail. C'est un système local avec hiérarchie composé par une base ample de petites entreprises spécialisées dans les phases finales de la production (séchage et traitement des dérivés du porc) et un sommet constitué par un nombre réduit d'industries plus grandes focalisées sur les phases initiales (abattoirs, salles de dépeçage, fonderies de graisse).

La trajectoire économique du système charcutier est en étroite relation avec la densité institutionnelle, définie par un réseau de relations et synergies d'acteurs économiques, sociaux et institutionnels qui incitent et stimulent les processus d'interaction, l'apprentissage collectif et l'innovation socioéconomique. L'impulsion innovatrice en matière de qualité vient des efforts, parfois cumulés, d'entrepreneurs pionniers, du conseil régional, de l'AOC et d'autres organismes et institutions publiques et privées (mairies, ETC, associations d'entrepreneurs locaux).

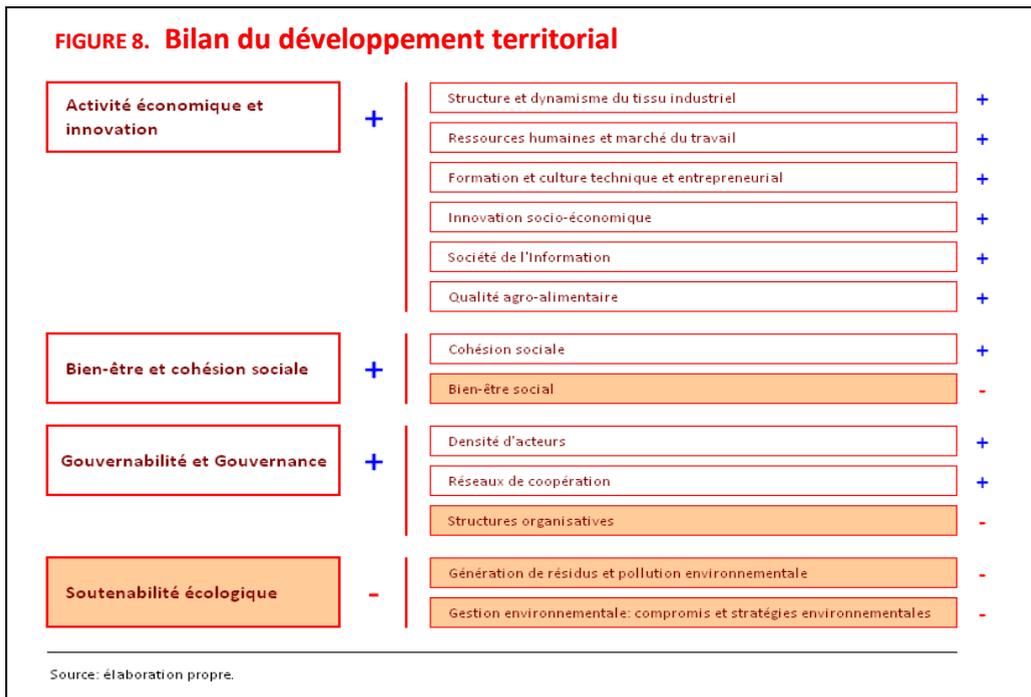
Ainsi, on décèle une densification progressive de la trame socio-institutionnelle, les asymétries dans l'« empowerment » des acteurs, le signe des actions mises en œuvre, peu intégrées et dans la plupart des aspects économiques, et les premiers symptômes de fatigue de quelques propositions à cause du manque de ressources, de résultats et de renouveau d'idées. Ce contexte n'est pas le plus favorable pour encourager un triangle vertueux entre gouvernance, institutions et développement économique et social à Guijuelo. Une partie des faiblesses et des menaces qui compriment le système charcutier dans le contexte de crise actuelle du secteur pourrait se réduire, de la même façon qu'il pourrait augmenter les avantages et opportunités, si l'on renforce l'articulation parmi les différents agents. La proximité, la cohérence et le consensus entre les agents permettrait d'intensifier les réseaux d'échange extérieur, de renouveler et d'augmenter la participation, surmontant l'individualisme obstiné des entreprises et le localisme de la communauté sans éroder l'identité locale.

L'expansion et la compétitivité du secteur est en train de générer des effets multiplicateurs positifs qui se sont concrétisés dans la croissance des entreprises et de la productivité, mais aussi dans un plus grand dynamisme sociodémographique. L'accroissement de la population au long de ce dernier siècle est solidement uni à son essor industriel. Face au processus généralisé d'atonie économique et au vide démographique de grandes étendues de l'intérieur espagnol depuis la deuxième moitié du XXème siècle, l'expansion de l'industrie charcutière a impulsé la croissance démographique de Guijuelo en même temps qu'elle a calmé, même provoqué une inversion, du déclin démographique de son milieu plus proche.

Pourtant, le dynamisme des entreprises ne s'est pas traduit par une amélioration proportionnelle du niveau de bien-être de la population, concrètement dans la promotion des nouvelles zones industrielles. Un timide changement de tendance récente se dirige vers une croissance du fond public destiné à la dotation d'infrastructures et de services publics. Les

nouveaux usages dotationnels et commerciaux corrigeraient les manques et les faiblesses détectés, renforçant le rôle de Guijuelo en tant qu'articulateur et offreur de services d'une aire d'influence économique et fonctionnelle à chaque fois plus ample.

Finalement, le laxisme des entreprises dans l'accomplissement du règlement et du Consistoire local, en tant que gardiennes de leur observation, est en train de conduire à une situation de croissance économique soutenue et à une situation environnementale de non-durabilité progressive qui perturbent l'équilibre fragile des écosystèmes terrestres et aquatiques (pâturage, sols, aquifères, réseau pluvial) et génèrent ponctuellement des problèmes dans la distribution et la qualité de l'eau pour la consommation humaine et industrielle.



Références

Albertos J.M., Caravaca I., Méndez R., Sánchez J.L. (2004). Desarrollo territorial y procesos de innovación socioeconómica en sistemas productivos locales. In : Alonso J.L., Aparicio J., Sánchez J.L. (eds). *Recursos territoriales y geografía de la innovación industrial en España*. Salamanca : Universidad de Salamanca. p. 15-60.

Alonso J.L., Méndez R. (coord.). (2000). *Innovación, pequeña empresa y desarrollo local en España*. Madrid : Civitas.

Alonso J.L., Aparicio J., Sánchez J.L. (2004). Redes y procesos de innovación en la industria vinícola de Castilla y León: hacia la formación de un entorno innovador. In : Alonso J.L., Aparicio J., Sánchez J.L. (eds). *Recursos territoriales y geografía de la innovación industrial en España*. Salamanca : Universidad de Salamanca. p. 105-131.

Amin A. (1998). Una perspectiva institucionalista sobre el desarrollo económico regional. *Ekonomiaz*, vol. 41, p. 68-88.

- Becattini G. (1992).** Le district marshallien : une notion socio-économique. In : Benko G., Lipietz A. (eds). *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*. Paris : PUF. p. 35-55.
- Bérard L., Marchenay P. (2004).** *Les produits de terroir. Entre cultures et règlements*. Paris : CNRS.
- Blanco A., Cárcel L.M., Gordo P., Franco F., Manero F. (2000).** *Retos de la industria agroalimentaria en Castilla y León*. Madrid : Fundación Encuentro.
- Bustos M.L. (1995).** Guijuelo. In : Cabero V. (dir.). *Salamanca y sus comarcas*. Madrid : Mediterráneo. p. 257-264.
- Caldentey P., Gómez A.C. (1996).** Productos típicos, territorio y competitividad. *Agricultura y Sociedad*, n. 80-81, p. 57-82.
- Camagni R. (2002).** On the concept of territorial competitiveness: sound or misleading? *Urban Studies*, vol. 39, n. 13, p. 2395-2411.
- Caravaca I., González G. (2009).** Las redes de colaboración como base del desarrollo territorial. *Scripta Nova [on line]*, n. 289. <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-289.htm>
- Colletis G., Pecqueur B. (1995).** Dinámica territorial y factores de la competencia espacial. In : Vázquez Barquero A., Garofoli G. (dir.). *Desarrollo Económico Local en Europa*. Madrid : Colegio de Economistas de Madrid.
- Comisión Europea. (1999).** *Estrategia Territorial Europea (ETE). Hacia un desarrollo equilibrado y sostenible del territorio de la UE*. Luxemburgo : Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas.
- De la Calle L. 2002.** Denominaciones de origen y protección económica. *Revista Española de Estudios Agrosociales y Pesqueros*, n. 194, p. 27-48.
- Ettlinger N. (1999).** Local trajectories in the global economy. *Progress in Human Geography*, vol. 23, p. 335-357.
- Garofoli G. (2002).** Local development in Europe: theoretical models and international comparisons. *European Urban and Regional Studies*, vol. 9, n. 3, p. 225-239.
- Gilly J.P., Torre A. (2000).** *Dynamiques de proximité*. Paris : L'Harmattan.
- Hadjimichalis C., Hudson R. (2007).** Rethinking local and regional development: implications for radical political practice in Europe. *European Urban and Regional Studies*, vol. 14, p. 99-113.
- Helmsing A. (1999).** Teorías de desarrollo industrial regional y políticas de segunda y tercera generación. *Eure*, n. 75, p. 5-39.
- Hinnewinkel J.C. (2004).** Les AOC dans la mondialisation. *Anthropology of Food*, n. 3, 2-15.
- Ilbery B., Morris C., Buller H., Maye D., Kneafsey M. (2005).** Product, process and place: an examination of food marketing and labelling schemes in Europe and North America. *European Urban and Regional Studies*, n. 12, p. 116-132.
- Mackinnon D., Cumbers A., Chapman K. (2002).** Learning, innovation and regional development: a critical appraisal of recent debates. *Progress in Human Geography*, vol. 26, p. 293-311.
- Maillat D., Kebir, L. (1999).** Learning regions et systemes territoriaux de production. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n. 3, p. 429-448.

Marsden T., Banks J., Bristow G. (2000). Food supply chain approaches: exploring their role in rural development. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, p. 424-438.

Martin R., Sunley P. (2003). Deconstructing clusters: chaotic concept or policy panacea? *Journal of Economic Geography*, vol. 3, n. 1, p. 5-35.

Méndez R. (2002). Innovación y desarrollo territorial: algunos debates teóricos recientes. *Eure*, n. 84, p. 63-83.

Méndez R. (2006). Difusión de innovaciones en sistemas productivos locales y desarrollo territorial. *Actas del III Congreso Internacional de la Red SIAL: Alimentación y Territorios, Alimentación y Territorios "ALTER 2006"*. Universidad Internacional de Andalucía, Baeza, Jaén.

Mutersbaugh T., Klooster D., Renard M.C., Taylor P. (2005). Certifying rural spaces: quality-certified products and rural governance. *Journal of Rural Studies*, vol. 21, n. 381-388.

Parrot M., Wilson N., Murdoch J. (2002). Spatializing quality: protection and the alternative geography of food. *European Urban and Regional Studies*, vol. 9, p. 241-261.

Rodero V. (2008). *Diseño metodológico para la evaluación del desarrollo territorial en comarcas rurales productoras de alimentos de calidad*. [Mémoire du DEA] : Universidad de Salamanca.

Rodero V., Sánchez J.L., Aparicio L.J., Alonso J.L. (2008). Estudio de caso de mercado de trabajo agroalimentario rural: especialización productiva y división vertical del trabajo en la industria chacinera de Guijuelo. *Actas del XI Congreso Económico de Castilla y León. La relación Empresa-Universidad- Sector Público ante los retos de una economía global*. Burgos : Junta de Castilla y León.

Salom J., Albertos J.M. (2009). Desarrollo territorial, redes institucionales y procesos de innovación socioeconómica. El caso del mueble en la Comunidad Valenciana. In : Salom, J., Albertos, J.M. (eds). *Redes socioinstitucionales, estrategias de innovación y desarrollo territorial*. Valencia : Universitat de Valencia, p. 99-130.

Sánchez J.L. (2002). Nuevas tendencias en la industria chacinera de Guijuelo: hacia la formación de un sistema productivo local. In : Méndez R., Alonso J.L. (eds). *Sistemas locales de empresas y redes de innovación en Castilla-La Mancha y Castilla y León*. Salamanca : Universidad de Salamanca. p. 175-196.

Sánchez J.L., Aparicio L.J., Alonso J.L., Rodero V. (2009). Las denominaciones de origen: ¿una vía hacia el desarrollo territorial? El ejemplo de la D.O. "Ribera del Duero". In : Salom J., Albertos J.M. (eds). *Redes socioinstitucionales, estrategias de innovación y desarrollo territorial*. Valencia : Universitat de Valencia. p. 67-98.

Storper M. (1998). Las economías regionales como activos relacionales. *Ekonomiaz*, n. 41, p. 10-45.

Sylvander B. (1995). Origine géographique et qualité des produits: approche économique. *Revue du Droit Rural*, n. 237, p. 465-474.

Torre A. (2006). Collective action, governance structure and organizational trust in localized systems of production. The case of the AOC organization of small producers. *Entrepreneurship & Regional Development*, vol. 18, p. 55-72.

Vázquez Barquero. (1999). *Desarrollo, redes e innovación. Lecciones sobre desarrollo endógeno*. Madrid : Pirámide.

Wood A., Valler D. (2001). Turn again: rethinking institutions and governance of local and regional. *Environment and Planning A*, vol. 33, n. 1, p. 1139-1144

Notes

¹ Du point de vue méthodologique, ce travail est encadré par le projet de recherche «Gouvernance, innovation et conventions dans les régions vitivinicoles de Castille-et-León : Typologie et prospective d'appellations d'origine à partir de la théorie des mondes de production», dont les principales conclusions sont rapportées dans Salom (2005), et dans le Travail de Thèse «Conception méthodologique pour l'évaluation du développement territorial dans des régions rurales productrices d'aliments de qualité» (Rodero 2008).

² Données de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Salamanque. 27 août 2007.

³ Mafisa est actuellement le plus grand et le plus moderne abattoir ibérique, avec une capacité de 300 porcs à l'heure (jusqu'à 7 200 porcs par jour) et 454 000 sacrifices en 2005. Il compte un personnel de 240 travailleurs. Maguisa dispose également d'installations modernes et hautement automatisées où tous les jours sont sacrifiés 2 500 têtes de bétail (200 porcs à l'heure ; 450 000 par an). Il y a 135 travailleurs, ce chiffre augmente jusqu'à 185 personnes pendant la saison charcutière de janvier à mars.

* NdT: Association des Industriels de la Viande de Guijuelo(AIC) et Association de Castille-et-León d'Éleveurs d'Espèce Porcine Selecte de Tronc Ibérique (ASACRIBER)

⁴ La même méthodologie a été employée dans les études de cas des systèmes productifs spécialisés dans le secteur du meuble de L'Horta et Montsià-Baix Maestrat, dans la Communauté Valencienne où les indices obtenus ont été respectivement 2,56 et 2.88 (Salom et Albertos 2009).

⁵ C'est le cas de l'Estación Tecnológica de la Carne, dépendant de la Consejería de Agricultura de la Junta de Castilla y León*; ou du groupe d'action local ADRECAG, avec la participation des fonds de la Junta et avec la représentation dans sa structure interne de mairies et fédérations.
*NdT : Station Technologique de la Viande (ETC). Ministère d'Agriculture du Conseil de Castille-et-León.

⁶ L'Indice de Shimmel calcule la position centrale des agents dans la trame relationnelle. Les agents avec le plus de dynamisme relationnel seront ceux qui représentent une valeur plus élevée. Son calcul est très simple, c'est la somme des relations établies par chaque type d'agent avec le reste.

⁷ Excal (Exportations de Castille-et-León, S.A.) est une agence créée en 1989 en tant que société publique coopérative du Conseil de Castille-et-León ayant comme but le conseil et développement de l'exportation et dimension internationale des entreprises régionales.

⁸ Ministère de l'Environnement et du Milieu rural et Marin.

⁹ Comparativement, le pourcentage d'étrangers en Espagne est 12,2 % (5.730.667 habitants) du total de la population en Espagne (47.150.819 habitants).

¹⁰ Respectivement, 50, 53%, 16,09% et 7,67% des immigrants.

¹¹ Selon l'enquête réalisée aux entreprises, 54,55% ont introduit des innovations environnementales.